



HAL
open science

”L’affaire des caricatures”

Dominique Avon

► **To cite this version:**

Dominique Avon. ”L’affaire des caricatures”: chronologie et mise en perspective. La caricature au risque des autorités politiques et religieuses, Presses universitaires de Rennes, pp.187-196, 2010. halshs-00536915

HAL Id: halshs-00536915

<https://shs.hal.science/halshs-00536915>

Submitted on 9 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L’AFFAIRE DES CARICATURES »
CHRONOLOGIE ET MISE EN PERSPECTIVE

Dominique Avon
Université du Maine

L’ « affaire des caricatures de Mahomet » a pour origine la publication, dans le journal danois le plus vendu, *Jyllands Posten*¹, de douze dessins qui paraissent le 30 septembre 2005. Ces représentations sont le résultat d’un constat d’autocensure, fait par un écrivain qui « revendique volontiers l’étiquette gauchiste et tiers-mondiste² » vivant dans un quartier populaire de Copenhague, Kare Bluitgen, confronté à la difficulté de trouver un illustrateur pour un livre sur le prophète de l’islam destiné aux adolescents. Saisissant l’occasion, Flemming Rose, rédacteur des pages culturelles du quotidien, demande à une association de « dessinateurs de montrer le prophète tel qu’ils le voyaient [...] Le Danemark a une longue tradition de caricatures de la religion chrétienne, de la famille royale ou des politiciens³ ». En avril 2003 pourtant, ce même organe avait refusé des dessins satiriques de Jésus, estimant « qu’ils allaient offenser une partie de nos lecteurs⁴ ». Sous le titre « Les visages de Mahomet », les douze dessins rendus sont publiés sur une pleine page du *Jyllands Posten* dont les positions « réactionnaires » sont d’ailleurs brocardées par l’un des illustrateurs. Les premiers échos sont diffus. Derrière les imams Abdelwahid Pederson et Abou Labane, des musulmans danois expriment leur désapprobation. Le 14 octobre, des milliers de personnes manifestent en scandant « L’islam est en colère » et deux des douze dessinateurs doivent se cacher pour échapper à des menaces. De nombreuses agences de presse font immédiatement état de l’affaire, le quotidien égyptien de langue arabe *Al-Fagr* publie six de ces caricatures le 17 octobre 2005, et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en publie une le 3 novembre, sans provoquer la moindre réaction. Dès le 20 octobre pourtant, onze ambassadeurs d’Etats membres de l’OCI protestent auprès du Premier ministre danois, qui refuse de les recevoir. La ligne de conduite d’Anders Fogh Rasmussen, est la suivante : « Le gouvernement danois et la nation danoise ne peuvent être tenus responsables de ce qui est publié dans les médias indépendants. »

Le 1^e décembre, huit des dessinateurs et cinq représentants de la communauté musulmane danoise se rencontrent discrètement sans qu’il soit question d’excuses publiques. Mais le lendemain, au Pakistan, un groupe musulman met la tête des dessinateurs à prix⁵.

¹ Journal libéral de centre droit, il tire à 600 000 exemplaires quotidiennement (900 000 le week-end).

² TRUC O., « Kare Bluitgen. Celui par qui tout est arrivé », *Le Monde*, 16 février 2006.

³ Propos de Flemming Rose recueillis par FOUCHÉ Gw., « Le Danemark face au boycottage des pays arabes », *La Croix*, 31 janvier 2006.

⁴ Propos de Jens Kaiser recueillis par FOUCHÉ Gw., « Au Danemark, nouvelle et double polémique sur les caricatures », *La Croix*, 7 février 2006.

⁵ TRUC O., « Douze dessins qui ébranlent le monde musulman », *Le Monde*, 5-6 février 2006.

Louise Arbour, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, charge des experts d'étudier les dessins avant de les qualifier d'« inacceptables ». Mécontents d'avoir été déboutés par la justice de leur pays, une délégation de musulmans danois cherche à mobiliser des coreligionnaires autour de leur cause. Le Comité européen pour l'honneur du prophète, dirigé par Ahmed Akkari, conduit activement la campagne. Afin de donner davantage de poids à leur dossier, ils y joignent des caricatures qui n'ont jamais été publiées, dont une présentant Muhammad sous les traits d'un porc et une autre le désignant comme un pédophile. Le 19 décembre, vingt deux ambassadeurs danois retraités publient une tribune dans laquelle ils critiquent l'attitude du gouvernement, mettant en garde contre « une surenchère, qui pourrait être interprétée comme une persécution à l'encontre d'une minorité⁶ ». La vague de réactions s'étend. Des grèves générales ont lieu à Srinagar, capitale du Cachemire. Le 29 de ce mois, les ministres arabes des Affaires étrangères « rejettent et condamnent cette atteinte qui va à l'encontre de la sainteté des religions et des prophètes ». La Ligue des Etats arabes exige une résolution de l'ONU. Début janvier, le procureur de la région de Copenhague déboute onze organisations musulmanes qui accusaient le *Jyllands Posten* de blasphème et de discrimination raciale.

Le 10 janvier, le magazine norvégien *Magazinet*⁷ publie ces dessins avant d'être suivi par plusieurs journaux européens⁸. Depuis le Caire, le 21 janvier, l'Union internationale des ulémas menace d'appeler « des millions de musulmans de par le monde à boycotter les produits et les activités danois et norvégiens », mot d'ordre repris par Mohammed Akef, chef de file des Frères musulmans en Egypte. Le 26, l'Arabie saoudite rappelle son ambassadeur à Copenhague⁹. Dans les Territoires occupés palestiniens, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, proches de l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas, donnent 48 heures aux Suédois et aux Danois pour quitter le « sol palestinien ». Le 30 janvier le *Jyllands Posten* présente des « excuses » sans formuler de regrets concernant la publication. Sur son site internet, le lecteur peut lire un article en danois et en arabe comportant ces termes : « Nous sommes désolés que cette affaire ait pris une telle ampleur, et nous souhaitons réitérer que nous ne voulions offenser personne. Comme le reste de la société danoise, nous respectons la liberté religieuse. » Réunis à Tunis le lendemain, les ministres de l'Intérieur de plusieurs pays arabes demandent au gouvernement de « sanctionner fermement » les responsables. Le 1^e février, plusieurs journaux européens prennent le relais de la publication. Au nom de l'Association mondiale des journaux, Larry Kilman dénonce la censure : « Il n'y a aucune liberté d'expression dans le monde arabe, ce n'est pas à eux de donner des leçons¹⁰. »

La crise atteinte un sommet durant la première quinzaine de ce mois. Les dirigeants iraniens et saoudiens se consultent pour réagir avec fermeté. Sous la houlette du cheikh Qardhawi, l'Union internationale des oulémas appelle à consacrer la prédication du vendredi 3 février « à l'offense faite, selon eux, à l'islam et aux musulmans¹¹ » et à organiser la colère par des marches de protestation. Les chaînes de télévision satellitaires de langue arabe relaient très largement l'indignation. Des produits danois sont brûlés publiquement le 2 février au

⁶ Cité par HIVERT A.-Fr., « Le Danemark empêtré dans des caricatures de Mahomet », *Libération*, 5 janvier 2006.

⁷ Publiant trois numéros par semaine, ce journal est proche du mouvement pentecôtiste engagé dans la lutte contre les persécutions des chrétiens dans le monde et la défense de l'Etat d'Israël. Sa diffusion est confidentielle puisqu'il tire à un peu plus de 5 000 exemplaires.

⁸ Les publications suivantes ont reproduit la totalité ou une partie des douze caricatures : *France Soir* et *Charlie Hebdo* (France), *ABC* et *El Periodico* (Espagne), *La Stampa* et *Il Corriere della Sera* (Italie), *Blick* et *La Tribune de Genève* (Suisse), *De Volkskrant*, *De Telegraaf* et *NRC Handelsblad* (Pays-Bas), *Die Welt* (Allemagne).

⁹ « Les caricatures soulèvent la colère », *Le Courrier français du Tarn*, 10 février 2006.

¹⁰ Propos rapporté par SANTI P., « Le choix des journaux européens », *Le Monde*, 3 février 2006.

¹¹ NAÏM M., « Dessins de Mahomet : les protestations s'étendent dans le monde musulman », *Le Monde*, 4 février 2006.

Yémen. Le même jour, des groupes armés palestiniens, liés au Fatah qui vient de perdre les élections législatives, tentent de s'en prendre à des locaux de l'Union européenne ou aux Centres culturels français (Gaza, Naplouse)¹². Le siège du *Jyllands Posten* doit être évacué à deux reprises à la suite d'alertes à la bombe. Les ambassades du Danemark et de la Norvège sont incendiées à Damas le 4 février et le consulat du Danemark à Beyrouth subit le même sort le lendemain, en même temps que deux églises qui sont également prises pour cible par des émeutiers. Le 6 février, les ambassades du Danemark et de l'Autriche –siège de l'AIEA et alors présidente de l'Union européenne¹³- sont la cible de manifestants à Téhéran, avant que la France ne soit elle-même visée. Deux jours plus tôt, l'AIEA a adopté une résolution prévoyant le transfert du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce texte provoque la riposte des dirigeants iraniens –fin des inspections des équipes renforcées de l'AIEA- mais aussi le dépit des dirigeants états-uniens dans la mesure où les représentants européens soutiennent la proposition égyptienne d'inclure une référence à « un Proche-Orient exempt d'armes de destruction massive » visant implicitement Israël¹⁴.

Des chefs d'Etat et de gouvernement, notamment ceux de la Norvège¹⁵ –qui a présenté des excuses- ou de la Russie, la Ligue islamique mondiale, et de nombreuses associations expriment sous des formes diverses une indignation qui peut aller jusqu'à l'appel à des représailles. Par la voix de Ben Laden, al-Qaïda exige une vengeance. En Irak, deux mille manifestants chiites réclament une *fatwa* autorisant l'assassinat des dessinateurs. Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais, estime que « s'il s'était trouvé un musulman pour exécuter la *fatwa* de l'imam Khomeyni contre le renégat Salman Rushdie, cette racaille qui insulte notre prophète Mahomet au Danemark, en Norvège et en France n'aurait pas osé le faire¹⁶ ». Le chef du gouvernement turc, Recep Tayyip Erdogan, envoie une lettre commune à une centaine d'homologues dans laquelle il écrit déplorer « l'inclination à utiliser cette situation pour mettre à l'épreuve la patience du monde islamique et sa conception de la liberté », ajoutant qu'aucune « liberté sur la terre ne peut être utilisée pour dégrader ou insulter des croyances, des valeurs ou des symboles sacrés¹⁷ ». Pas un journal turc ne présente les caricatures dans ce pays qui, en 1997, a connu des violences provoquant la mort d'une trentaine d'intellectuels brûlés dans un hôtel de Sivas après la publication d'extraits des *Versets sataniques*.

Dans l'ensemble des Etats arabes et majoritairement musulmans, la presse condamne vigoureusement la publication des caricatures, quand elle ne dénonce pas un complot occidental, voire juif. Certains organes le font en publiant tout ou partie des caricatures : c'est le cas de *The Star*, *Al-Haq*, *Al-Anbat* et *Al-Liwa*. Des voix minoritaires, sans approuver ces dessins, provoquent leurs concitoyens et coreligionnaires à s'interroger sur les ressorts de leur mobilisation. C'est celle, par exemple, du quotidien égyptien *Akhbar Al-Yom* dont les 40 000 exemplaires sont déchirés avant d'être distribués. C'est celle, encore, de l'hebdomadaire jordanien *Shihane*, qui reproduit trois des douze caricatures accompagnées d'un article du rédacteur en chef Jihad Momani, « Musulmans du monde, soyez raisonnables » : « Qu'est-ce qui porte plus préjudice à l'islam, ces caricatures ou bien les images d'un preneur d'otage qui égorge sa victime devant les caméras, ou encore un kamikaze qui se fait exploser au milieu d'un mariage à Amman¹⁸ ? » Menacé puis arrêté, l'auteur de ces lignes doit faire acte de

¹² PARIS G., « Emotion à Gaza et en Cisjordanie, où les Européens sont des 'cibles' », *Le Monde*, 4 février 2006.

¹³ NAÏM M., « L'Iran oriente contre l'UE la colère des musulmans », *Le Monde*, 8 février 2006.

¹⁴ NOUGAYREDE N., « L'Iran met fin aux inspections de l'AIEA après le transfert du dossier à l'ONU », *Le Monde*, 7 février 2006.

¹⁵ « Les gouvernements européens appellent à la 'responsabilité' », *Le Monde*, 5-6 février 2006.

¹⁶ ALLOUCHE J.-L., « Les dessins qui attisent la colère musulmane », *Libération*, 3 février 2006.

¹⁷ SEMO M., « Caricatures : la Turquie, musulmane d'abord », *Libération*, 8 mars 2006.

¹⁸ Cité dans « Les esprits s'enflamment », *Montpellier Plus*, 3 février 2006. Propos repris et développé dans NAÏM M. et alii, « Ils ont osé monter leur Prophète », *Le Monde*, 24 mars 2006.

contrition publique : « Oh, je demande à Dieu de me pardonner et je présente à tous mes profonds regrets pour la grossière erreur que j'ai commise sans le vouloir dans *Shihane*, dans mon enthousiasme à défendre notre religion et la vie du Prophète¹⁹. » Hachem Al-Khalidi rédacteur en chef d'*Al-Mehwar* est également poursuivi pour provocation et zizanie après requalification du chef d'accusation. En Algérie, trois journalistes sont licenciés et les directeurs des publications *Errisala* et *Essafir* mis en prison²⁰. Un journaliste du quotidien *Annahar Al-Maghribia* est mis en examen au Maroc alors que *Tel Quel* dénonce les manifestations violentes²¹ et que *Le Journal hebdomadaire* se dit la cible d'une campagne de dénigrement²². Au Yémen, Etat arabe dans lequel existe une presse d'opposition, des imams prêchent sur le caractère « licite » du meurtre de journalistes ayant « copié les ennemis de l'islam ». Trois rédacteurs en chef et un journaliste (*Al-Hourriya*, *Al-Rai Al-Aam* et *Yemen Observer*) sont arrêtés pour comparaître devant un tribunal spécialisé dans les délits de presse. Ils voient s'élever contre eux l'influent cheikh Zindani qui réclame la peine capitale et ne leur pardonne pas d'avoir, selon lui, aidé les Etats-Unis à le placer sur la liste de l'ONU des soutiens du « terrorisme²³ ». Des poursuites ont également lieu contre des journaux en Inde, en Malaisie et en Indonésie. En Iran, aucun journal ne publie les caricatures.

Avec un retard souligné par les observateurs, George W. Bush, Jack Straw²⁴, Angela Merkel et Jacques Chirac condamnent les « violences » ainsi que les « provocations manifestes, susceptibles d'attiser dangereusement les passions²⁵ ». Le chancelier autrichien et président en exercice de l'UE, Wolfgang Schüssel, dénonce une « spirale des provocations » : « Ni les caricatures de Mahomet, ni la négation de l'Holocauste n'ont de place dans un monde où la cohabitation des cultures et des religions devrait être empreinte de respect. » La réunion des ambassadeurs des 25, à Bruxelles, se borne à un appel « au calme et au dialogue ». L'OSCE demande la fin des violences, en défendant une presse libre mais « responsable ». Ayant d'abord fait chorus, l'Italie se démarque de cet ensemble. Roberto Calderoli, membre influent de la Ligue du Nord et ministre chargé des réformes institutionnelles se présente devant les caméras de la seconde chaîne de télévision publique et se vante « de porter un tee-shirt avec les caricatures controversées de Mahomet²⁶ » en affirmant « défendre la liberté d'expression et les racines chrétiennes²⁷ ». Silvio Berlusconi exige la démission de son ministre et se montre rassurant vis-à-vis de la Libye où la situation est tendue. En arrière-plan : la dépendance italienne en matière de pétrole et de gaz, des contrats de construction dans le BTP, la question de l'immigration clandestine et le passé colonial. Cependant, le président du Sénat, Marcello Pera, considère qu'il serait « erroné de s'excuser auprès de fanatiques. [L'Italie] doit aussi faire preuve de fermeté si elle ne veut pas être vaincue ». Pour Gianfranco Fini, les événements illustrent des problèmes internes à l'Etat libyen et « le vrai problème, c'est la vague de violence globale déclenchée par l'intégrisme islamique » ; le ministre italien des Affaires étrangères affirme aussi que, en Syrie ou en Iran, les violences ont été sinon « orchestrées » du moins « tolérées par les autorités²⁸ ».

¹⁹ Cité par HENIN N., « Ces journalistes arabes qui ont brisé le tabou », *Marianne*, 11-17 février 2006.

²⁰ L'article 144bis-2 du code pénal algérien, adopté en juin 2001, prévoit « de 3 à 5 ans de prison ferme pour toute personne qui offense le Prophète et dénigre le dogme ou les préceptes de l'islam par voie d'écrit, de dessin, de déclaration ou de tout autre moyen ».

²¹ GARÇON J., « Ces journalistes arabes pris à partie », *Libération*, 13 février 2006.

²² BEAUGE FL., « Rabat et Alger accusés de régler des comptes avec leurs opposants », *Le Monde*, 17 février 2006.

²³ SHIHAB S., « A Sanaa, appels à condamner à mort », *Le Monde*, 24 mars 2006.

²⁴ LESNES C., « Londres et Washington solidaires des musulmans », *Le Monde*, 5-6 février 2006.

²⁵ Propos de Jacques Chirac rapporté par ALMARIC J., « Caricature colère », *Libération*, 16 février 2006.

²⁶ « Caricatures de Mahomet : plusieurs morts en Libye », *Libération*, 18-19 février 2006.

²⁷ LE NIR A., « Le débat sur les caricatures reste tendu en Italie », *La Croix*, 23 février 2006.

²⁸ « Mahomet embarrasse l'UE », *Montpellier Plus*, 8 février 2006.

Attendu par les Etats majoritairement musulmans, notamment l'Arabie saoudite, un communiqué du Vatican qualifie ces caricatures d'« inadmissible provocation » susceptibles de heurter les sentiments religieux en ajoutant que les actions violentes de protestation sont « déplorables ». Deux jours plus tard, *L'Osservatore Romano* met en balance deux droits « fondamentaux », la liberté d'expression et la liberté d'exercer sa religion, en expliquant que cette dernière est outragée si l'on se moque de la religion²⁹. Cette position visant une « intolérance [...] des deux côtés » (Mgr Fitzgerald), limitant la liberté d'expression à la « dignité religieuse » et condamnant les « actions violentes », est à nouveau formulée lors de la visite du Président du Conseil libanais, Fouad Siniora³⁰, premier responsable musulman reçu par Benoît XVI depuis le début de l'« affaire ». Les autorités romaines cherchent avant tout à favoriser l'apaisement, à l'image de Georges Marovitch, représentant du nonce apostolique à Istanbul qui, dans un premier temps, affirme que l'assassinat du père Santoro à Trabzon (Trébizonde) « n'a rien à voir avec l'affaire des caricatures³¹ ». Les autorités turques ont, par ailleurs, dénoncé l'acte « d'une seule voix. 'Nous condamnons avec force ce meurtre commis dans un lieu de culte et visant un homme religieux'³². » Le mot d'ordre du « dialogue », le souci de reconstruire des « ponts » en refusant toute réponse violente caractérise le discours de Benoît XVI qui reçoit le nouvel ambassadeur du Maroc près le Saint-Siège, le lendemain d'une manifestation violente organisée à l'appel d'une association musulmane qui a fait seize morts, dont un prêtre, dans l'Etat de Borno au Nigeria³³. Mais le ton change de manière perceptible après ces assassinats et l'incendie de plus d'une dizaine d'églises dans le Nord du pays, suivis de représailles contre des musulmans et leurs mosquées dans le Sud. Le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, déclare ainsi : « Si nous disons aux nôtres qu'il n'y a pas de liberté d'offenser, nous devons dire aux autres qu'il n'y a pas de liberté de nous détruire³⁴. »

Sous la pression d'une partie de l'opinion, un boycott des produits danois est organisé dans certains pays et de grandes enseignes européennes ou nord-américaines tâchent de défendre leurs positions en affichant à l'entrée des magasins : « Nous ne vendons pas de produits danois ». Au Danemark même, les autorités disent craindre une escalade verbale et des affrontements entre « communautés³⁵ ». Le 7 février, Carsten Juste, rédacteur en chef du *Jyllands Posten*, envoie une lettre rédigée en arabe et transmise à la presse algérienne par le biais de l'ambassade du Danemark à Alger : « Nous nous excusons pour le grand malentendu généré par la publication des caricatures qui ont représenté le prophète Mohammed et nourri des sentiments belliqueux à l'égard du Danemark. [...] nous présentons aujourd'hui nos excuses et nos profonds regrets pour ce qui vient de se produire et qui n'était nullement dans l'intention du journal. Ces caricatures ne visaient nullement à porter atteinte à la personne du Prophète ni à diminuer sa valeur, mais elles étaient proposées comme préambule à un dialogue sur la liberté d'expression dont nous sommes fiers dans notre pays³⁶. » Le surlendemain, Flemming Rose est mis en congé à durée indéterminée (il reviendra à son poste l'année suivante).

²⁹ GAULMYN I. de, « Le Vatican prend une position équilibrée sur les caricatures », *La Croix*, 8 février 2006.

³⁰ GAULMYN I. de, « Le premier ministre libanais et le pape, pour la dignité religieuse », *La Croix*, 17 février 2006.

³¹ « Un prêtre italien tué par un fanatique musulman à Trébizonde », *Le Monde*, 7 février 2006. Perrier G., « Le meurtrier turc du prêtre italien a été arrêté », *Le Monde*, 8 février 2006.

³² GAULMYN I., « Le P. Andrea Santoro était très apprécié en Turquie et à Rome », *La Croix*, 7 février 2006.

³³ GUENOIS J.-M., « Un prêtre catholique tué au Nigeria », *La Croix*, 21 février 2006.

³⁴ TINCQ H., « Le Vatican durcit le ton vis-à-vis de l'islam », *Le Monde*, 25 février 2006.

³⁵ TRUC O., « Le Danemark craint que 'l'affaire Mahomet' ne provoque des violences intercommunautaires », *Le Monde*, 3 février 2006.

³⁶ « Lettre d'excuses de 'Jyllands Posten' », *La Croix*, 10 février 2006. La date du 9 février est donnée par *Le Monde* (« Le journal danois s'excuse d'avoir publié les dessins », 10 février 2006).

Devant l'escalade, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et Ekmeleddin Ihsanoglu, secrétaire général de l'OCI, ont signé le 7 février une déclaration commune exprimant leur « profonde préoccupation » : « la liberté de la presse implique responsabilité et jugement et doit respecter les croyances et les principes de toutes les religions, mais les actes violents récents dépassent les limites de la protestation pacifique³⁷. ». L'OCI a par ailleurs accepté d'organiser une rencontre avec des dirigeants danois en Arabie saoudite afin d'apaiser la situation³⁸. Mais les 9 et 10 février, la mobilisation ne faiblit pas, tout en se concentrant sur certains points : Liban (une seconde manifestation, sans aucun débordement cette fois, exclusivement chiite et dirigée par le Hezbollah, au cours de laquelle Nasrallah affirme que « les musulmans sont disposés à verser le sang s'il le faut pour défendre la sacralité du prophète³⁹ »), Bangladesh, Turquie, Iran (où l'ambassade de France est prise pour cible⁴⁰), Maroc et Pakistan, pays dans lequel les violences se prolongent durant une dizaine de jours⁴¹. La répression policière, la recrudescence du conflit entre chiites et sunnites en Irak marqué par la destruction du mausolée de l'imam Ali al-Hadi à Samarra, le silence soudain de dirigeants politiques, les paroles d'apaisement du secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, la tournée au Proche et au Moyen-Orient du haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, entamée le 13 février, la proposition de la Malaisie, qui occupe la présidence tournante de l'OCI, d'accueillir des rencontres annuelles entre dirigeants de différents pays pour désamorcer les ressentiments mutuels⁴² permettent, sauf exception, de mettre un terme à la mobilisation dès la fin de la troisième semaine de février. Mais les séquelles sont profondes, notamment au Danemark où une réunion sur le « dialogue culturel et religieux » s'ouvre dans un climat de crispation⁴³.

Les manifestations rassemblent, au total, plusieurs dizaines de milliers de personnes chacune des trois semaines que dure la crise, de la Grande-Bretagne à l'Indonésie et de la Norvège à l'Afrique du Sud. A Londres, une manifestation « antiblasphème », animée par le Hizb al-Tahrir⁴⁴, déploie banderoles ou pancartes appelant à couper la tête des « infidèles » ; un sondage réalisé à la mi-février révèle que 40% des musulmans britanniques souhaite que la « charia » soit instaurée dans les zones du pays où leur communauté est majoritaire⁴⁵. Pacifique ou limitée à une violence verbale en Europe, cette mobilisation provoque des victimes sur les continents africain et asiatique : des manifestations encadrées⁴⁶, orientées⁴⁷ mais aussi réprimées dans le sang en Afghanistan (10 morts), au Pakistan (5 morts) en Libye (11 morts⁴⁸), en Somalie. Les accents antisémites sont perceptibles dans certaines situations

³⁷ « Caricatures de Mahomet : la colère s'étend dans le monde et fait des morts en Afghanistan », *Le Monde*, 9 février 2006.

³⁸ TRUC O., « Le Danemark dépassé par une crise inédite », *Le Monde*, 7 février 2006.

³⁹ NAÏM M., « Les chiites du Liban défilent et réclament des 'excuses' », *Le Monde*, 11 février 2006.

⁴⁰ « L'ambassade de France à Téhéran visée par des manifestants en colère », *Le Monde*, 12-13 février 2006.

⁴¹ « Quatre morts lors de manifestations violentes contre les caricatures », *Le Monde*, 16 février 2006. « 20 000 manifestants contre les caricatures du prophète Mahomet à Karachi », *Le Monde*, 17 février 2006.

⁴² DERON F., « La Malaisie prône un dialogue régulier entre monde musulman et Occident », *Le Monde*, 22 février 2006.

⁴³ TRUC O., « Difficile reprise du dialogue interreligieux au Danemark », *Le Monde*, 12-13 mars 2006.

⁴⁴ « Les diplomates tentent de désamorcer la crise alors que les musulmans continuent de manifester », *Le Monde*, 14 février 2006.

⁴⁵ LANGELLIER J.-P., « 40% des musulmans britanniques voudraient instaurer la charia chez eux », *Le Monde*, 21 février 2006.

⁴⁶ AFP, Reuters, « La fièvre gagne le monde musulman : des morts à Kaboul et des rassemblements au Caire et à Alger », *Le Monde*, 8 février 2006.

⁴⁷ « La Syrie accusée d'avoir infiltrée des agents pour créer des troubles au Liban », *Le Monde*, 8 février 2006.

⁴⁸ BOZONNET J.-J., « Onze manifestants tués par la police libyenne lors d'une tentative d'incendie du consulat d'Italie », *Le Monde*, 19-20 février 2006.

(Maroc, Grande-Bretagne et, surtout, Iran). La dégradation de deux églises reste un fait isolé lors de la première manifestation libanaise, les « responsables musulmans sunnites et chiites ont rapidement dénoncé ces actes⁴⁹ » et plus de trois cents personnes ont été interpellées dans des conditions troubles⁵⁰. L'échelle est tout autre au Nigeria (80 morts), malgré la condamnation rapide des émeutes par le Conseil suprême nigérian des affaires islamiques⁵¹. Les autorités politiques de l'Iran et de la Syrie sont explicitement visées par Kofi Annan pour n'avoir pas su assurer la protection des représentations diplomatiques⁵² européennes en dépit des conventions de Vienne de 1961 et 1963. Mais les protestations de l'UE ne s'accompagnent d'aucune de sanction⁵³.

La question des limites légales à la liberté d'expression et de la presse est posée à l'échelle internationale. Deux initiatives sont prises dans ce cadre. Afin de dénoncer la politique de « deux poids, deux mesures » qui prévaudrait dans les Etats d'Europe, le président iranien Ahmadinejad lance, par le vecteur du quotidien *Hamchari* en association avec la Maison de la caricature, un concours de caricatures sur la Shoah, qu'il continue de dénoncer comme un « mythe⁵⁴ ». Le président en exercice de l'Union européenne proteste, mais certaines publications du continent se disent prêtes à relever le défi de la publication. La Ligue arabe européenne, organisation musulmane belgo-néerlandaise, a, par ailleurs, posté sur son site internet des caricatures d'Anne Frank au lit avec Adolf Hitler⁵⁵. Le principe de ce concours ne remporte cependant pas l'adhésion publique d'une majorité des membres de l'OCI. Cette instance, par la voix du Turc Ekmeleddin Ihsanoglu, choisit une autre forme de réplique en exprimant le souhait de faire adopter par les Nations Unies une législation interdisant toute atteinte aux religions⁵⁶. Un flottement est perceptible. Le *Washington Post* critique avec vigueur une certaine presse : « les journaux européens font la démonstration, non pas de leur amour de la liberté, mais de leur manque de sensibilité ou de leur hostilité à la diversité grandissante de leurs sociétés⁵⁷ ». En Grande-Bretagne, quelques jours après le refus d'une majorité de députés britanniques d'adopter une loi contre l'incitation à la haine religieuse, les représentants de 650 mosquées se réunissent à Birmingham pour réclamer une loi visant à interdire toute publication d'une caricature de Muhammad⁵⁸. En France, deux députés de la majorité présidentielle proposent d'introduire de nouvelles restrictions à la loi de 1881. A l'échelle de l'UE, les sept groupes politiques du Parlement de Strasbourg sont invités à voter sur un texte appelant à « ne pas abuser » de la liberté d'expression qui « incite à la haine religieuse ou qui divulgue des propos xénophobes et racistes⁵⁹ ». C'est dans le contexte de l'accouchement difficile du Conseil des droits de l'homme, voué à remplacer la commission éponyme de Genève (qui accueille des représentants de régimes autoritaires), que le débat décisif a lieu. Ambassadeur du Pakistan à l'ONU, Munir Akram prend l'initiative de déposer un amendement affirmant que « la diffamation des religions et des prophètes est

⁴⁹ NAÏM M., « Dessins de Mahomet : surenchère politique en Syrie et au Liban », *Le Monde*, 7 février 2006.

⁵⁰ NAÏM M., « Le ministre de la justice libanais ordonne une enquête après les troubles de Beyrouth », *Le Monde*, 9 février 2006.

⁵¹ « Des manifestants s'attaquent aux chrétiens et brûlent des églises dans le nord du Nigeria », *Le Monde*, 21 février 2006.

⁵² NOUGAYDEDE N., « Ambassade de Téhéran : Paris proteste », *Le Monde*, 15 février 2006.

⁵³ NOUGAYDEDE N. et TRUC O., « L'Europe gênée face aux attaques de ses ambassades », *Le Monde*, 14 février 2006.

⁵⁴ NAÏM M., « L'Iran répète que la Shoah est un 'mythe' et publie une caricature », *Le Monde*, 15 février 2006.

⁵⁵ BACKMANN R. et GUIRCHOUN H., « Les dessins de la colère », *Nouvel Observateur*, 9-15 février 2006.

⁵⁶ NAÏM M. et CHIPAUX Fr., « De Gaza à Islamabad, jour de prières, jour de colère », *Le Monde*, 5-6 février 2006.

⁵⁷ Cité par LESNES C., « Washington accuse l'Iran et la Syrie d'exploiter la colère occidentale », *Le Monde*, 10 février 2006.

⁵⁸ THORAVAL A., « La presse britannique joue la prudence », *Libération*, 9 février 2006.

⁵⁹ « Mahomet : l'UE consensuelle », *Montpellierplus*, 16 février 2006.

incompatible avec le droit à la liberté d'expression ». La prise en compte des revendications de l'OCI est présentée comme une « ligne rouge dans la négociation » visant à la fondation du nouveau Conseil. Après étude du texte, cependant, les Etats de l'Europe et du continent nord-américain rejettent en bloc la proposition, l'estimant « inacceptable⁶⁰ ». Voyant son initiative laissée sans suite l'OCI décide, au terme d'une session tenue à Bakou, la création d'un Observatoire chargé de « surveiller les manifestations de l'islamophobie » et d'examiner, en coopération avec « les institutions compétentes de l'Union européenne » la possibilité d'instaurer des « programmes sur l'islam dans le cycle secondaire scolaire » en vue d'éclairer le monde sur « les valeurs de l'islam⁶¹ ». Le dessin du contour de ces « valeurs » a fait et continue de faire l'objet de débats, notamment sur la chaîne de télévision al-Jazirah ; aucune définition commune n'a été formellement établie.

⁶⁰ Cette citation et les précédentes sont rapportées par BOLOPION Ph., « 57 pays musulmans veulent faire adopter par l'ONU un texte condamnant la 'diffamation des prophètes' », *Le Monde*, 18 février 2006.

⁶¹ Cité par NAÏM M., « Les pays islamiques veulent réduire le 'fossé' avec l'Occident », *Le Monde*, 23 juin 2006.